ÉLECTIONS fédérales 2019

S’informer, réfléchir et voter

Petit guide d’information pour les électrices et électeurs des circonscriptions de La Prairie et de Châteauguay-Lacolle

Rédigé par la **Corporation de développement communautaire (CDC) Roussillon**, un regroupement multisectoriel de quarante-cinq organismes communautaires oeuvrant sur le territoire de la MRC Roussillon

cdcroussillon@gmail.com
facebook.com/roussillon.cdc

Les élections générales se tiendront le lundi 21 octobre 2019

Élections Canada est l'organisme indépendant et non partisan chargé de la conduite des élections et des référendums nationaux. Sa mission est de veiller à ce que les Canadiens puissent exercer leurs droits démocratiques de voter et de se porter candidat.

Le Canada est une démocratie représentative divisée en 338 circonscriptions. Lorsqu'une élection fédérale est déclenchée, les Canadiens votent pour élire un député qui les représentera à la Chambre des communes, et qui débattra et adoptera des lois en leur nom. Le candidat qui obtient le plus de votes dans une circonscription est élu. Il s'agit d'un « système majoritaire uninominal à un tour ».

Chaque député a un siège à la Chambre des communes. Les candidats peuvent représenter un parti politique ou être indépendants, ce qui veut dire qu'ils ne sont associés à aucun parti politique.

La *Loi électorale du Canada* prévoit la tenue d'une élection générale tous les quatre ans, le troisième lundi d'octobre. Toutefois, la Loi n'empêche pas le déclenchement d'une élection plus tôt. De plus, selon la Loi, il doit s'écouler au moins 36 jours entre la délivrance des brefs et le jour de l'élection.

Consultez le site internet pour en savoir plus :

+ Le processus et système électoral

+ L'histoire du vote au Canada

+ À quel endroit et comment voter?

+ Confirmer votre inscription à la liste électorale

+ Liste des partis politiques et des candidat.es

Source : ***elections.ca***

**Ce texte a été lu à chaque candidat.e aux élections fédérales participant.e aux rencontres électorales organisées par la CDC Roussillon et la CDC des Jardins-de-Napierville, les 8 et 9 octobre 2019. Cela avait pour objectif de nommer la justice climatique comme la priorité d'entre toutes et de mettre en lumière ses liens avec divers principes de la justice sociale.*

La justice climatique

Au cœur de toutes les justices

L'urgence. La crise. Elle est sur toutes les lèvres, sauf sur celles des personnes qui devraient la nommer et l'affronter. Car si les changements climatiques menacent l'environnement et les droits et libertés de la personne, la nécessité pour nos gouvernements de nous outiller à s'adapter et à mener une lutte réelle contre ceux-ci n'est toutefois pas acquise.

Notre système économique, axé sur l'illusion de la prospérité, de la croissance et de la création de richesse, nourrit plutôt inégalités sociales, économiques et de genre, et contribue à la destruction de la planète et de la biodiversité. Une analyse adéquate de ces enjeux nécessite de porter également un regard sur la **justice sociale**.

Face aux bouleversements provoqués par les changements climatiques, les personnes en situation de pauvreté, les femmes et les autochtones, sont les plus durement affecté.es. Non seulement elles sont frappées de plein fouet par ces conséquences désastreuses, mais elles ont moins de capacité d'agir pour y faire face et sont sous-représentées dans les structures démocratiques afin de défendre leurs droits. Par exemple, ce sont ces personnes qui subissent davantage les canicules estivales, confinées dans des logements au cœur d'îlots de chaleur en milieu urbain. Ces mêmes personnes sont sujettes à vivre dans des situations de vulnérabilité et de dépendance sociale. L'autosuffisance sous toutes ces facettes, la souveraineté et la sécurité alimentaire, ainsi qu'une bonne nutrition ne sont pas possibles. Par exemple, elles n'ont pas nécessairement accès à de l'eau potable de qualité et à des aliments sains cultivés à proximité de manière respectueuse de notre environnement, mais également respectueuse des travailleuses et travailleurs du secteur agroalimentaire. Elles vivent possiblement dans des zones n'atteignant pas la norme minimale de parc et d'espaces verts pour assurer une bonne santé mentale, spirituelle et physique. Les activités humaines d'un égoïsme absolu, irresponsables et sans bienveillance amènent une diminution de la qualité de l'air, des sols, de l'eau, des milieux naturels, bref de notre habitat, affectant tous les êtres vivants. Le droit à un environnement sain, le droit au logement, le droit à la mobilité et la justice alimentaire sont des piliers de la **lutte aux inégalités**, intrinsèquement liée à la lutte aux changements climatiques.

Les peuples autochtones identifient aussi la protection de l'environnement comme la priorité qui englobe toutes les autres.

Les solutions existent pourtant. Mais les gouvernements qui se sont succédé ont fait le choix d'ignorer les signaux d'alarme, de banaliser la science qui les révélait, de s'engager trop peu à mettre en place ces solutions, en plus de soutenir l'incohérence en subventionnant les énergies

fossiles. Il est plus que temps de remédier à cette situation, de répondre à l'urgence et d'agir. Les petits pas ne suffisent plus, les cibles discrètes non plus et les actions reposant sur la responsabilité individuelle ne renverseront pas la vapeur.

La **justice fiscale** est l'une des avenues pour se doter collectivement des moyens pour cette nécessaire transition. Les multinationales, les grandes entreprises, dont les plus pollueuses, et les mieux nantis doivent davantage contribuer aux finances publiques et soutenir ainsi un nouveau modèle. Il est certainement préférable d'ébranler les privilèges acquis de certains individus que de menacer notre survie à toutes et à tous.

Nous estimons donc que la justice climatique doit être au cœur des préoccupations de cette campagne électorale afin de protéger notre Terre et de construire une **société juste, équitable, inclusive et égalitaire**.

Corporation de développement communautaire (CDC) Roussillon

Circonscriptions et candidat.es

Biographies et photos des candidat.es tirées des sites officiels des partis politiques

Châteauguay-Lacolle (Châteauguay, Mercier, Léry, St-Isidore, Ste-Martine, St-Urbain-Premier, Ste-Clothilde, St-Rémi, St-Édouard, St-Patrice-de-Sherrington, St-Jacques-le-Mineur, Napierville, St-Cyprien-de-Napierville, St-Bernard-de-Lacolle)

Bloc Québécois
Chef du parti : Yves-François Blanchet
www.blocquebecois.org
Candidate : Claudia Valdivia

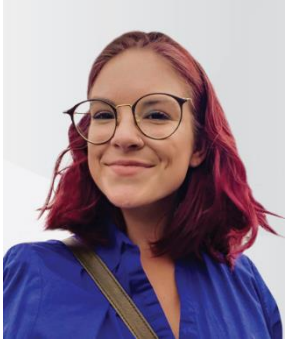
Au service du gouvernement du Québec depuis 2003, Claudia Valdivia est conseillère en communication-graphiste au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Elle est déléguée syndicale au Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ). Elle a siégé à différents comités du conseil syndical et elle est membre du comité ministériel des relations professionnelles.

Originaire du Chili, elle est arrivée à Montréal en mai 1974 avec les membres de sa famille quelques mois après le coup d'État de septembre 1973. Engagée socialement, elle s'est impliquée dans divers projets de la communauté chilienne de Montréal ainsi qu'au Parti Québécois. Claudia Valdivia est bachelière de l'Université Concordia en cinéma et photographie, et diplômée du Collège Maisonneuve en production d'applications multimédias. Présentement, elle complète un certificat en droit à l'Université Laval.

Le Parti Vert du Canada
Cheffe du parti : Elizabeth May
www.greenparty.ca/fr
Candidate : Meryam Haddad

Née de parents syriens et Canadienne établie au Québec depuis l'âge de 5 ans, Meryam Haddad est reconnue pour sa détermination et son énergie sans bornes. Avocate de profession, elle pratique le droit de l'immigration depuis 2013, perpétuant la vocation d'accueil qui fait la richesse de notre pays en culture, en bras travaillants et en talents innovateurs, indispensables à une économie changeante. Tout comme le parti dont elle porte la couleur, Meryam voit l'immense potentiel d'une économie verte. Soyons-en les pionniers dans un monde en mutation, tant pour une industrie propre et innovante tournée vers la prospérité que pour l'avenir de notre agriculture qui fait face à la menace persistante des changements climatiques. Meryam n'hésite pas à se retrousser les manches pour

s'attaquer aux obstacles qui jalonnent son parcours et celui de sa communauté. Elle a payé ses études à l'Université d'Ottawa en parcourant le pays et le monde comme agente de bord, puis en travaillant comme guide touristique à la Monnaie royale canadienne. Au nom de l'égalité des chances devant l'adversité, elle est persuadée qu'il faut alléger le fardeau financier des études postsecondaires. Animée par ce même souci d'équité, elle a consacré les dernières années de sa vie professionnelle à représenter des demandeurs d'asile du monde entier auprès des tribunaux fédéraux, s'établissant ainsi comme une avocate indépendante, reconnue par ses pairs et experte dans son domaine. Meryam Haddad est aujourd'hui prête à relever de nouveaux défis en se portant candidate du Parti vert du Canada; un parti qui représente ses propres valeurs de justice sociale dans la sauvegarde de la dignité humaine et de l'environnement. Cette avocate, qui a déjà défendu ses clients avec fougue auprès des tribunaux canadiens, souhaite maintenant porter la voix de ses concitoyens de Châteauguay-Lacolle à la Chambre des Communes à Ottawa.



Nouveau Parti Démocratique
Chef du parti : Jagmeet Singh
www.npd.ca
Candidate : Marika Lalime

Aucune information disponible

Parti conservateur du Canada
Chef du parti : Andrew Scheer
www.conservateur.ca
Candidat : Hugues Laplante

Cet homme d’affaires, marié et père de trois enfants habite la municipalité de Sainte-Martine au cœur de la circonscription de Châteauguay-Lacolle. C’est dans ce village qu’il fait le choix avec sa conjointe de fonder leur famille. En 1990, il commence un emploi comme technicien en équipements de sécurité. Considérant ses succès et sa facilité à interagir avec la clientèle, il est recruté comme représentant commercial chez Honeywell International, rapidement il est promu directeur des ventes des comptes nationaux. L’esprit entrepreneurial pousse Hugues à créer sa propre entreprise. Groupe Laplante Sécurité voit le jour en 2001 et devient chef de file dans le domaine de la sécurité. En pleine ascension, on lui fait une offre d’achat et il cède sa boîte à une multinationale. La sécurité est au cœur de ses préoccupations, il parcourt aujourd’hui l’est du Canada comme directeur des ventes pour un important manufacturier. Hugues a toujours été impliqué dans sa communauté notamment auprès des jeunes hockeyeurs de la région. Il a occupé plusieurs postes comme entraineur, superviseur, recruteur pour le junior majeur et même agent de joueur de niveau LNH. Cet homme passionné veut maintenant travailler quotidiennement à veiller sur les valeurs du Québec au sein de la fédération canadienne.

Parti libéral du Canada
Chef du parti : Justin Trudeau
www.liberal.ca/fr
Candidate : Brenda Shanahan

Brenda Shanahan détient une maîtrise en administration des affaires de la John Molson School of Business de l'Université Concordia et un baccalauréat en service social de l'Université McGill. Au cours de sa carrière comme banquière, travailleuse sociale et éducatrice financière, elle a fourni des services-conseils en gestion financière et développé plusieurs ateliers d'apprentissages ainsi que du matériel éducatif. Elle a aussi fréquemment commenté des enjeux financiers pour différents médias montréalais.

Résidente de longue date de Châteauguay et mère de trois enfants d'âge adulte, Brenda milite depuis de nombreuses années pour améliorer l'éducation des femmes ainsi que des filles et défendre les droits et libertés. Auparavant impliquée auprès d'organisations telles qu'Amnistie Internationale, le Refuge Juan Moreno et la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités, Brenda Shanahan participe aujourd'hui activement à divers forums citoyens et est membre du Comité pour la justice sociale OLPH de Châteauguay.

Durant la première moitié de son mandat, Brenda a siégé au Comité spécial mixte sur l'aide médicale à mourir, au Comité permanent des comptes publics et au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires. Elle est maintenant membre du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement. Elle est aussi vice-présidente du Caucus libéral du Québec, vice-présidente de Caucus Libéral des femmes et co-présidente du Caucus multipartite sur la santé mondiale.

Parti Marxiste-Léniniste du Canada
Dirigeante nationale du parti : Anna Di Carlo
www.cpcml.ca/fr
Candidat : Pierre Chénier

Aucune information disponible

Parti populaire du Canada
Chef du parti : Maxime Bernier
www.partipopulaireducanada.ca
Candidat : Jeff Benoit

Aucune information disponible

Parti pour l'indépendance du Québec
Chef du parti : Michel Blondin
quebecpays.com
Candidat : Marc Gagnon

Aucune information ni photo disponibles

La Prairie (La Prairie, Candiac, St-Constant, Ste-Catherine, St-Mathieu, St-Philippe, Delson, Kahnawake)

Bloc Québécois
Chef du parti : Yves-François Blanchet
www.blocquebecois.org
Candidat : Alain Therrien

Alain Therrien a été député de Sanguinet pour le Parti Québécois de 2012 à 2018. Il a occupé les postes d'adjoint parlementaire au ministre des Finances ainsi qu'au ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur dans le gouvernement de Pauline Marois. Il a également été porte-parole de l'opposition officielle, entre autres, en matière d'économie. M. Therrien est détenteur d'une maîtrise en sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), où il a été chargé de cours ainsi qu'à l'École des Hautes études commerciales (HEC) et au Cégep André-Laurendeau. Entrepreneur, il a cofondé Plancom Consultant et ALMA fruits. M. Therrien est directeur de la recherche à l'Institut de recherche sur l'autodétermination des peuples et des indépendances nationales (IRAI)

Le Parti Vert du Canada
Cheffe du parti : Elizabeth May
www.greenparty.ca/fr
Candidate : Barbara Joannette

Barbara Joannette est née dans la belle ville de Québec, où elle passe la majeure partie de sa jeunesse et le début de sa vie adulte. Depuis l'école secondaire, elle s'intéresse vivement à tout ce qui a trait aux sciences. Cette passion lui permet d'obtenir un baccalauréat spécialisé en biologie ainsi qu'un certificat en enseignement pour les niveaux collégial et secondaire de l'Université Laval à Québec. Elle complète ensuite une mineure en histoire à l'Université de Montréal.

Toujours liée à la science et à la terre, Barbara est passionnée par l'horticulture et étudie pendant trois ans la production horticole et la technologie environnementale. Elle travaille dans ce domaine depuis plus de 20 ans au sein d'entreprises privées ainsi qu'au niveau municipal.

Son vif intérêt pour la politique se manifeste lorsque Barbara contribue à la création d'un parti politique municipal. Elle se présente comme candidate à la mairie avec son équipe dans la ville de La Prairie lors des élections municipales de 2017 et parvient à obtenir plus de 30 % des voix. Entre autres choses, son parti promet d'aider à sauver le magnifique écosystème situé sur le terrain de golf de La Prairie de la destruction en le transformant en parc provincial protégé. Cet écosystème diversifié se compose d'arbres centenaires et d'innombrables espèces animales, d'insectes et de poissons. Cet effort constitue l'épine dorsale des initiatives de conservation de son parti, ainsi qu'un plan visant à transformer l'ancienne briqueterie en un parc naturel doté d'un magnifique lac pour les activités récréatives aquatiques, d'un site de recherche archéologique sur les fossiles et d'un centre scientifique.

Barbara est ravie de transmettre sa passion pour la durabilité de l'environnement à l'échelle nationale et de continuer à travailler avec les résidents de l'ensemble de la circonscription de La Prairie.

Nouveau Parti Démocratique
Chef du parti : Jagmeet Singh
www.npd.ca
Candidate : Victoria Hernandez

Aucune information disponible

Parti conservateur du Canada
Chef du parti : Andrew Scheer
www.conservateur.ca
Candidate : Isabelle Lapointe

Originaire de l'ouest de l'île de Montréal, Isabelle Lapointe a œuvré en tant que réserviste au sein des Forces armées canadiennes durant 7 ans, dans le domaine de la sécurité et des enquêtes pendant 10 ans et dans le milieu politique depuis plus de 8 ans.

Très engagée avec les conservateurs depuis son arrivée sur la Colline parlementaire en 2010 en tant qu'adjointe parlementaire, elle connaît bien le milieu politique, les valeurs et l'engagement du parti conservateur, le leadership du chef Andrew Scheer et le travail exceptionnel des députés du Québec.

Isabelle Lapointe habite la circonscription de La Prairie et elle est la mère de trois enfants, Daphnée, Mathieu et Benjamin.

Parti libéral du Canada
Chef du parti : Justin Trudeau
www.liberal.ca/fr
Candidat : Jean-Claude Poissant

Avant de rentrer en politique, M. Poissant était producteur laitier et de grandes cultures à Saint-Philippe. Conjoint de Francine Gingras et père de deux enfants, il est très fier de voir la cinquième génération de Poissant prendre la relève de la ferme familiale. M. Poissant est un homme connu et très impliqué dans sa communauté, ayant entre autres été conseiller municipal et administrateur de la maison des Jeunes de Saint-Philippe. Il a à cœur les intérêts des agriculteurs et de leurs familles. Au fil des ans, il s'est fait un devoir d'éduquer jeunes et moins jeunes sur l'importance de l'agriculture dans notre quotidien. Il travaille aussi à harmoniser le développement économique de sa communauté avec la protection des terres agricoles et de l'environnement. M. Poissant a servi comme producteur-ambassadeur pour la Fédération des producteurs de lait et a été impliqué pendant plus de vingt ans dans différentes instances de l'Union des producteurs agricoles. Il a aussi été l'instigateur du Guide du bon voisinage en milieu rural et a servi à titre de directeur de la Société de l'Agriculture de La Prairie et de la COOP Internet Saint-Mathieu. Il est particulièrement fier d'avoir participé, en tant que président de l'organisme Au cœur des familles agricoles, à la mise sur pied de la première maison de répit pour les agriculteurs du Québec ainsi que d'avoir facilité l'établissement de plusieurs jeunes en agriculture lors de transferts non apparentés.

Jean-Claude Poissant est député de la nouvelle circonscription de La Prairie depuis le 19 octobre 2015, où il a occupé la fonction de secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Parti Marxiste-Léniniste du Canada
Dirigeante nationale du parti : Anna Di Carlo
www.cpcml.ca/fr
Candidat : Normand Chouinard

Aucune information disponible

Parti populaire du Canada
Chef du parti : Maxime Bernier
www.partipopulaireducanada.ca
Candidat : Gregory Yablunovsky

Aucune information ni photo disponibles

Pistes de réflexion

UN COUP DE POUCE POUR VOUS INFORMER?

Certains médias offrent des plateformes d'information pour suivre l'évolution de la campagne électorale. Voici des exemples :

Le Devoir – **Section Politique Canada** : https://www.ledevoir.com/politique/canada

Radio-Canada – Section Élections : https://ici.radio-canada.ca/elections-canada-2019

Où vous situez-vous d'un point de vue politique? Quel parti rejoint vos idées et valeurs? Consultez la **Boussole électorale** pour en savoir + :
https://ici.radio-canada.ca/elections-canada-2019/boussole

Les chefs disent-ils vrai? Leurs affirmations vérifiées à la loupe dans la section ***La Vérif*** :
https://ici.radio-canada.ca/elections-canada-2019/la-verif

Qui promet quoi? Le comparateur des plateformes des partis :
https://ici.radio-canada.ca/info/2019/elections-federales/comparateur-programmes-plateformes-partis-politiques-enjeux/

RAD le laboratoire du journalisme : **25 jours – 25 enjeux**; contenu électoral vulgarisé en **vidéo** - https://www.rad.ca/dossier/elections-2019

À consulter!

↓

Guide des élections fédérales du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ)

http://www.mepacq.qc.ca/wp-content/uploads/2019/07/Guide-Elections-Fédérales-2019.pdf

Enjeux

Voici quelques-uns des enjeux sociaux, les positions et revendications des mouvements communautaires et sociaux et les sources d'information pour en savoir +

Aîné.es

Le Réseau FADOQ précise ses demandes pour que les enjeux des aîné.es soient au cœur de la campagne électorale :

+ maintenir l'âge de la retraite à 65 ans
+ protéger l'intérêt des travailleurs.euses
+ bonifier le Supplément de revenu garanti (SRG)
+ donner des ressources suffisantes aux provinces en santé
+ soutenir financièrement les proches aidants
+ se doter d'une politique nationale du vieillissement

https://www.fadoq.ca/reseau/actualites/communique/elections-federales-2019-positionner-les-aines-au-coeur-de-la-campagne

L'Association des retraité.es de l'éducation du Québec (AREQ) demande aux partis de s'engager à sortir les aîné.es de la pauvreté :

http://areq.lacsq.org/elections-2019-lareq-demande-aux-partis-politiques-de-sengager-a-sortir-les-aines-de-la-pauvrete/2019/09/

Alphabétisation

Un réseau de groupes nationaux réclame :

+ Une politique nationale d'alphabétisation pour assurer le développement cohérent et engagé de programmes d'alphabétisation au Canada. Bien que les provinces et les territoires offrent des programmes d'alphabétisation, le gouvernement fédéral a un rôle essentiel à jouer dans l'établissement d'un cadre national et dans la mise en œuvre des engagements internationaux du Canada. Le gouvernement fédéral peut soutenir la coordination intergouvernementale ainsi que les parties prenantes pour assurer que tout le monde puisse donner du meilleur de son potentiel.

+ Des fonds fédéraux pour l'alphabétisation afin de promouvoir l'innovation, partager les meilleures pratiques et promouvoir des programmes d'alphabétisation pour tous les adultes qui en ont besoin. Le gouvernement fédéral actuel a pris des mesures en négociant avec les provinces et les territoires pour fournir une formation de base aux salariés et aux chômeurs. Par contre, il est possible d'en faire nettement plus pour améliorer les niveaux d'alphabétisation au sein des familles, des milieux de travail et des communautés, en particulier, pour les peuples autochtones,

les personnes qui vivent dans des communautés de langue officielle en situation minoritaire et les nouveaux arrivants.

+ La mise en œuvre des engagements internationaux concernant l'éducation des adultes, dont le Cadre d'action Éducation 2030 (2015), la Recommandation sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (2015) et le Cadre d'action de Belém (2009) de l'UNESCO.

+ Un débat public sur l'apprentissage tout au long de la vie afin de permettre à tous les adultes d'apprendre dans un environnement sécuritaire et favorable, de réduire la stigmatisation et de garantir le succès. Nous devons accroître l'accès à la technologie, à l'éducation et aux outils qui permettent d'utiliser la technologie. Des programmes d'alphabétisation en milieu de travail, des activités d'alphabétisation en famille, des programmes communautaires et le soutien financier et social offriront des occasions d'apprentissage à tout le monde

http://cdeacf.ca/actualite/2019/09/06/pour-succes-investissez-alphabetisation

Alimentation

Je mange donc je vote 2019 rassemble les membres de la communauté à travers le Canada pour discuter avec leurs candidats fédéraux de la sécurité alimentaire et d'autres enjeux liés à l'alimentation qui les préoccupent. Pour en savoir + sur :

+ l'insécurité alimentaire
+ la souveraineté alimentaire
+ la saine alimentation
+ le droit à l'alimentation
+ les systèmes alimentaires
+ les pesticides et OGM
+ l'abordabilité alimentaire

https://www.jemangedoncjevote.ca/

Assurance-emploi

Le Conseil national élargi des chômeurs et chômeuses (CNECC) a lancé sa campagne ***Le monde a changé – L'assurance chômage doit changer*** afin d'exiger une réforme globale du programme qui protègerait mieux les travailleurs et travailleuses et qui répondrait mieux à la diversité des réalités du marché du travail.

Pour lire l'argumentaire : *http://cnecc.ca/wp-content/uploads/2019/08/Argumentaire_CNC.pdf*

Autochtones

L'Assemblée des premières nations a rendu public ses priorités dans un document titré ***Honorer les promesses*** : *https://www.afn.ca/fr/2019-federal-election/*

❖ Promesse aux sept prochaines générations : Préserver notre monde naturel
❖ Promesse de progrès : Priorités économiques
❖ Promesse à nos citoyens : Infrastructures
❖ Promesse aux Premières Nations : Eau
❖ Promesse aux familles : Logement
❖ Promesse de mieux-être : Soins de santé
❖ Promesse aux jeunes : Éducation
❖ Promesse aux femmes : Respecter l'égalité des sexes
❖ Promesse de justice : Justice réparatrice pour les Premières Nations
❖ Promesse envers les impératifs juridiques, moraux et politiques : Droits des Premières Nations
❖ Promesse de prospérité partagée : Financement équitable
❖ Honorer la relation
❖ Tenir les promesses : Honorer les promesses faites

Condition féminine

Le Groupe des Treize a produit le document ***Les enjeux féministes, une priorité à mettre à l'agenda!*** qui contient des revendications sur :

+ le logement abordable
+ la représentation politique des femmes
+ la violence envers les femmes
+ l'assurance-emploi
+ le soutien des femmes et des filles dans le monde
+ l'égalité des genres
+ l'accès aux services de garde
+ l'accueil des femmes immigrantes
+ la pauvreté
+ le droit à la santé
+ l'accessibilité
+ les femmes autochtones
+ l'environnement et les changements climatiques

https://rcentres.qc.ca/wp-content/uploads/2019/10/outil-elections2019-G13.pdf

L'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) demande à ce que le **travail invisible** soit reconnu :

+ Décrétant le 1er mardi d'avril, la *Journée nationale du travail invisible*, afin de rappeler les engagements du Canada à l'égard de la situation des femmes;

+ Comptabilisant et évaluant le travail non rémunéré à partir de l'Enquête sociale sur la gestion du temps 2015, comme ce fut le cas en 1992, il y a plus de 27 ans.

+ Incluant une question sur le travail non rémunéré dans le Recensement 2021 comme ce fut le cas en 1996, 2001 et 2006.

À un engagement pour la **parité hommes-femmes** :

+ Inscrivant, dans les lois électorales, l'obligation pour les partis politiques de présenter une liste de candidatures constituée à parts égales de femmes et d'hommes ;

+ Amendant les lois électorales afin que les partis politiques reçoivent une allocation dédiée au recrutement, à l'accueil, au soutien et à l'élection de femmes ;

+ Confiant au directeur général des élections, le suivi de cette nouvelle règlementation auprès des partis politiques

Pour un véritable soutien des **personnes proches aidantes** :

+ Convertissant les crédits d'impôt non remboursables en crédits d'impôt remboursables accordés (a) en raison de l'âge, (b) pour déficience grave et prolongée et (c) pour l'aidant.e familial.e;

+ Élargissant les critères d'obtention de la prestation de proche aidant afin d'inclure les situations de maladies chroniques physiques, de maladies mentales ou de déficience pour lesquelles une personne nécessite la présence d'un.e proche afin de lui permettre de maintenir sa qualité de vie ou de l'accompagner dans le processus de rétablissement

http://www.afeas.qc.ca/nouvelles/plate-forme-electorale-2019/

La Coalition pour le **droit à l'avortement** au Canada invite les organisations et citoyen.nes à signer la déclaration de solidarité :

https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLScWANWJao4n0eT-lWC9gBAzIa_qG5jg8MmEe0mrje5frwLVhA/viewform

PLATEFORME DE REVENDICATIONS

ÉLECTIONS FÉDÉRALES **2019**

Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie

LES FEMMES SONT POLITIQUE PAS POUR RIEN!

POUR L'APPLICATION DE L'ACS+ PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL COMME UN OUTIL FONDAMENTAL DANS L'ÉLABORATION DE SES POLITIQUES ET DE SES PROGRAMMES.

L'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) est une approche transversale de gestion permettant aux institutions politiques et aux organisations de contribuer à rehausser l'égalité entre les femmes et les hommes en parvenant à une compréhension plus approfondie des réalités et des besoins des personnes servies. L'approche féministe intersectionnelle (le plus en ACS+), est essentielle à la prise en compte de l'ensemble des systèmes d'oppression pouvant affecter les conditions de vie des femmes (minorité visible, appartenance culturelle, âge, santé, poids, orientation sexuelle, genre, classe sociale, etc.). Chacune de ces oppressions comporte des spécificités et génère des besoins particuliers pour les femmes se trouvant à l'intersection de divers schémas d'oppression.

POUR LE DROIT À L'AUTONOMIE CORPORELLE, LA JUSTICE REPRODUCTIVE ET L'AVORTEMENT

- Défendre et promouvoir l'accès universel aux services d'avortement;
- Maintenir et rendre disponible les services d'avortement par médicament ou par intervention, peu importe les oppositions;
- Protéger contre toute attaque et intimidation les cliniques d'avortement et de planning, le personnel ainsi que les femmes et autres personnes ayant recours aux services.

Inspiré de la Plateforme de revendications-élections fédérales 2019, ConcertAction Femmes Estrie, page 5.

POUR L'ÉLIMINATION DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

- Criminaliser les cas de mauvais traitements psychologiques en violence conjugale dans le Code criminel canadien;
- Promouvoir des comportements respectueux, non-violents et antidiscriminatoires dans la population en général et chez les jeunes;
- Agir rapidement pour que cesse les disparitions et les homicides des femmes et des filles autochtones.

POUR UNE RÉELLE REDISTRIBUTION DES RICHESSES; CAR LES FEMMES SONT ENCORE MAJORITAIREMENT EN SITUATION DE PAUVRETÉ

- Permettre une meilleure retraite pour toutes les femmes en améliorant le régime public de retraite et en augmentant sensiblement le montant octroyé au programme de Supplément de revenu garanti;
- Investir massivement dans la construction de nouveaux logements sociaux et la rénovation du parc locatif public existant; *http://www.frapru.qc.ca/federal-engagements-urgents/*
- Mettre fin aux discriminations systémiques vécues par les femmes à l'assurance chômage. *https://www.lemasse.org/category/femme/*

POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LES ÉCOSYSTÈMES ET LA SANTÉ DES FEMMES

- Prioriser, par des mesures politiques et économiques, l'atteinte des cibles internationales de réduction des gaz à effet de serre;
- Protéger les cours d'eau, les terres et les populations des divers impacts du changement climatique ainsi que d'éventuels déversements d'hydrocarbure;
- Sachant que les femmes en sont les principales utilisatrices, augmenter le financement et l'offre de transport collectif et durable en Montérégie.

Communauté LGBTQ2S

Signée par 216 organisations de la société civile à travers le Canada, la déclaration électorale *S'engager pour les canadien.nes LGBTQS2* « appelle tous les partis politiques présents aux élections fédérales canadiennes à s'engager pour que les droits de la personne et des minorités sexuelles et de genre au Canada demeurent protégés et pour que nos communautés continuent d'être représentées dans tous les domaines de la politique fédérale, tant au niveau national qu'international. Le Canada a encore du travail à faire pour améliorer ses politiques et nous appelons tous les futurs gouvernements à collaborer avec les organisations de la société civile LGBTQ2S pour adresser les enjeux auxquels nos communautés sont encore confrontées. »

http://www.dignityinitiative.ca/wp-content/uploads/PTV_Statement.pdf

Environnement et changements climatiques

Les quatorze principaux organismes environnementaux au Canada ont adressé 10 questions aux principaux partis afin d'évaluer les mesures qu'ils entrevoient prendre en matière de protection de l'environnement, de justice économique et de droits de la personne. Les réponses se trouvent ici :

https://equiterre.org/actualite/14-organismes-environnementaux-canadiens-publient-les-reponses-des-partis-federaux-a-leurs

		Oui	Partielle	Non	Pas de réponse
1	Allez-vous immédiatement introduire, par voie législative, un plan climatique qui réduira les émissions de gaz à effet de serre (GES) du Canada de façon à maintenir le réchauffement global à moins de 1,5 °C?	+NDP			PPC
2	Est-ce que votre plan climatique décrira clairement et avec précision les mesures de réduction des émissions provenant du transport, des bâtiments et du secteur pétrolier et gazier?	+NDP			PPC
3	Assurerez-vous la prospérité des travailleurs et de leurs familles durant la transition vers une économie sobre en carbone en élargissant le mandat du Groupe de travail sur une transition équitable de façon à inclure toutes les industries de combustibles fossiles?	+NDP			PPC
4	Veillerez-vous à ce que les projets de combustibles fossiles soient approuvés uniquement s'ils s'accompagnent d'un engagement à limiter les émissions de GES au Canada de façon à respecter le seuil d'augmentation de la température globale à 1,5 °C	+NDP			PPC
5	Ferez-vous la promotion d'un réseau d'aires protégées connectées et représentatives d'au moins 30 % des terres, de l'eau douce et des océans d'ici 2030?	+NDP			PPC
6	Veillerez-vous à ce que les terres, l'eau douce et les océans protégés par le gouvernement fédéral soient gérés selon les normes internationales les plus rigoureuses en matière d'intégrité écologique?	+NDP			PPC
7	Protégerez-vous les Canadiens des pesticides, de la pollution et des substances toxiques présentes dans les produits d'utilisation courante en modernisant la *Loi canadienne de 1999 sur la protection de l'environnement* et en renforçant la réglementation fédérale sur les pesticides?	+NDP			PPC
8	Dans le contexte de la crise de la pollution causée par les déchets de plastique, vous engagez-vous à collaborer avec les autres ordres de gouvernement à la mise en œuvre d'une stratégie nationale qui comprendra l'interdiction de produire, vendre et distribuer les produits de plastique à usage unique les plus problématiques et inutiles, et qui visera à créer une économie circulaire axée sur la réutilisation?	+NDP			PPC
9	Allez-vous créer une charte fédérale des droits environnementaux qui reconnaîtra officiellement le droit légal de vivre dans un environnement sain?	+NDP			PPC
10	Ferez-vous respecter la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et assurerez-vous la protection des droits existants, ancestraux et issus de traités, des peuples autochtones?	+NDP			PPC

Ce document a une visée informative exclusivement. Il ne vise pas à favoriser ou défavoriser, à diffuser ou à combattre un programme, à approuver ou désapprouver, un parti ou des mesures préconisées par celui-ci.

Justice fiscale

ATTAC-Québec et le *Collectif Échec aux paradis fiscaux* exigent des engagements des partis politiques afin de lutter contre les paradis fiscaux et présentent les ***12 travaux pour que cesse l'injustice fiscale*** :

+ Bonifier substantiellement les ressources de l'ARC
+ Augmenter la transparence et la reddition de comptes de l'ARC
+ Criminaliser l'évitement fiscal et sévir davantage contre les fraudeurs
+ Encadrer et restreindre davantage le recours à la divulgation volontaire
+ Limiter et encadrer les règlements hors cour
+ S'inspirer des recommandations de la Commission des finances publiques du Québec pour bonifier la lutte contre l'évitement fiscal
+ Mettre en place un registre public des bénéficiaires ultimes
+ Instaurer une taxe sur les profits détournés (Google Tax)
+ Imposer adéquatement l'économie numérique
+ Changer les lois fiscales pour assujettir à l'impôt les revenus et les profits déclarés dans un paradis fiscal et rapatriés au Canada
+ En finir avec la double non-imposition
+ S'engager à réformer la fiscalité internationale des entreprises

http://www.echecparadisfiscaux.ca/solutions/12-travaux-pour-la-justice-fiscale-au-canada/

Logement et itinérance

Le FRAPRU, dans le cadre de sa campagne *Des $$$ pour le logement social*, revendique des engagements électoraux ambitieux de la part des partis politiques en lice aux élections générales 2019, soit :

+ d'investir au moins 2 milliards $ par année dans la construction de nouveaux logements sociaux;

+ de dédier l'essentiel des sommes prévues dans la *Stratégie canadienne sur le logement* au logement social, notamment pour rénover des logements privés en mauvais état et les transférer à des coopératives ou des OBNL d'habitation;

+ de garantir tous les fonds nécessaire pour rénover, améliorer et moderniser les logements sociaux déjà construits, de même que pour maintenir les loyers des ménages pauvres qui y habitent à moins de 30 % de leur revenu.

https://www.frapru.qc.ca/engagementselectionsfederales/

Dans le cadre de la Journée mondiale de l'Habitat, des regroupements québécois ont adressé leurs attentes aux partis fédéraux afin qu'ils répondent à la crise du logement, qu'ils investissent dans la construction et la rénovation de logements sociaux, en garantissent l'accessibilité, en plus de s'engager à ce que les fonds fédéraux en itinérance soient de 50 millions $ minimum par année au Québec et à ce que le programme *Vers un chez soi* permette de répondre aux différentes réalités en itinérance et de consolider une diversité d'actions.

https://www.frapru.qc.ca/jmh2019/

L'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine (ACHRU) propose des outils dans le cadre de campagne *Un toit pour tous*.

Pour voir les engagements des partis concernant les enjeux en habitation :

https://www.ahomeforeveryone.ca/lection-2019

Pauvreté

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté interpelle les partis politiques en leur demandant ce qu'ils comptent faire pour **réduire la pauvreté de 50% le taux de pauvreté d'ici 2030**.

Leurs réponses : http://www.pauvrete.qc.ca/elections-2019/

Transport

Trajectoire Québec, une association qui intervient dans la représentation des citoyen.nes et la promotion de leurs intérêts en matière de transport collectif, consacre une section élections fédérales sur son site internet afin de présenter ses demandes.

En matière de mobilité durable, les besoins de la population sont grands et les attentes élevées. Trajectoire a donc demandé aux partis de s'engager sur les enjeux et projets suivants :

+ Réinstaurer le **crédit d'impôt de 15 %** pour les laissez-passer de transport en commun qui constituait la seule aide directe aux citoyens pour les encourager à utiliser le transport collectif.

+ Maintenir et accélérer les **investissements dans les infrastructures de transport collectif,** ce qui permettrait de répondre aux attentes de la population et s'attaquant sérieusement à la congestion routière.

+ Instaurer un financement fédéral permanent, flexible et consacré à l'**exploitation du transport collectif**. Ce financement permettrait d'alléger la pression sur les réseaux de transport en

commun qui doivent toujours en faire plus et innover pour répondre aux besoins grandissants de mobilité, tout en composant avec des revenus qui tendent à s'éroder.

+ Débuter rapidement les travaux du **Train à grande fréquence (TGF) de VIA Rail** entre Québec et Windsor et compléter le projet pour 2024. S'assurer de l'interopérabilité dans le tunnel du Mont-Royal.

+ Développer davantage le **transport ferroviaire régional de passagers** avec les projets de train Montréal-Sherbrooke et le train de la Gaspésie.

+ Autoriser le financement pour le **projet de lien rapide entre Aylmer et Ottawa** afin d'arrimer le réseau de la STO et le O'Train d'Ottawa via un lien interprovincial de transport collectif.

+ Mettre en place des standards pancanadiens et des conditions favorables aux **projets de transport collectif autonome et intelligent.**

https://trajectoire.quebec/nouvelle/elections-federales-2019-participation-citoyenne

La CDC Roussillon ajoute que le transport collectif doit intégrer le **transport adapté** et offrir ainsi des **services équitables aux personnes à mobilité réduite**. À l'échelle provinciale, la *Coalition montérégienne pour la tarification sociale en transport* (CMTST) a entrepris des actions pour demander qu'un tarif réduit soit appliqué pour les personnes à faible revenu.

Pour **signer la déclaration commune** et appuyer cette demande : trocm.org/cmtst